

2 Politique

PSD/Classement du Gabon parmi les pays les plus dangereux au monde

Maganga Moussavou contre la "calomnie pure et simple"

J.-C.A

Libreville/Gabon

Le maire de Mouila estime que ce classement ne vise qu'à discréditer notre pays à l'international. Ce qui selon lui, est l'œuvre de détracteurs aigris.

SUITE au classement de notre pays parmi les pays les plus dangereux de la planète, le Parti social démocrate (PSD), par la voix de son président, Pierre-Claver Maganga Moussavou, s'est inscrit en faux et a tenu à le faire savoir au cours d'une conférence de presse animée, jeudi dernier, au siège dudit parti sis à l'Ancienne Sobraga. Le maire de Mouila s'est insurgé contre les concepteurs de cette étude qui, d'après ses dires, "souhaiteraient voir le Gabon être

disloqué, voire à ramasser à la petite cuillère". Pour lui en effet, il ne revient à l'idée de personne d'accepter qu'on insulte son père ou sa mère comme si ces personnes n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances. Il ne devrait donc venir à l'idée d'aucun Gabonais d'accepter qu'on traîne nos dirigeants et notre pays dans la boue sous prétexte que du pire sortira le bien. Aussi, a-t-il tenu à dénoncer "avec force" toutes les velléités conduisant au pourrissement du tissu social gabonais par des étrangers qui tirent prétexte de l'attitude indolente des populations. S'agissant précisément de la peinture qui est faite du Gabon et qu'il qualifie du reste d'abjecte, alors qu'il y fait bon vivre, assure-t-il, le président du PSD a déclaré que les questions existentielles aggravées par l'apa-



Photo : D.R

thie collective à laquelle viennent se greffer une immigration intempestive et un exode rural sans fondement économique, font que l'insécurité soit rampante. Comme thérapie, il propose que cette insécurité soit combattue afin qu'elle ne

gangrène le vivre ensemble et dérange durablement la vie de nos paisibles citoyens. Car, en voulant dépeindre notre pays tel qu'il n'est pas, les donneurs de leçons veulent nous imposer la marche à suivre. Pour lui, le Gabon demeure un

havre de paix et ne peut être classé parmi les pays où l'on risque sa vie à chaque coin de rue. Revenant ensuite aux détracteurs de notre pays, il a déclaré que si certains occidentaux veulent punir nos dirigeants parce qu'ils ne

Le président du PSD, lors d'un précédent point de presse.

seraient plus en odeur de sainteté avec eux, qu'ils cessent d'asséner des contrevérités sur notre pays. Il a ainsi affirmé ne plus supporter "la médiocrance, les complots, le mépris de l'autre et de tout un peuple qui doit apprendre à se libérer par son travail". C'est donc pour lui un cri de révolte de voir un pays qui a subi une saignée de ses fils, de ses richesses ne point bénéficier d'une quelconque reconnaissance du ventre, même si les problèmes politiques épaississent trop souvent son avenir. Ce qui ne signifierait pas que, a-t-il ajouté, comme un bémol, les Gabonais vivent dans le meilleur des mondes. Cependant, "le Gabon n'est pas l'enfer", a-t-il asséné, comme pour mettre un terme à ce qu'il considère comme de "la calomnie pure et simple".

Dans la perspective des prochaines Législatives

Le RP désormais dans le combat à Port-Gentil

O. N.

Libreville/Gabon

Le Réveil républicain (RP), nouveau né des partis politiques dans notre pays, initiative de Marc Tchango, a annoncé s'inscrire déjà dans la perspective des prochaines Législatives. Du coup, d'aucuns commencent à prédire une bataille ardue dans la capitale économique en particulier et la province de l'Ogooué-Maritime en général.

MEME si certains doutent encore de la capacité du gouvernement à organiser les élections législatives en avril 2018 comme recommandé par la Cour constitutionnelle, nombreux sont les états-majors politiques qui s'activent déjà dans cette perspective.

Dans ce registre on trouve le parti Réveil républicain (RP), nouvellement créé par Marc Tchango, son président et les siens. C'est en fait l'association "Comité de soutien et d'intervention de Marc Tchango" (CSIMT) qui s'est muée en formation politique. Le jour de sa première sortie en tant que parti politique, les membres du RP qui prône le "renouveau politique", n'ont pas manqué d'exprimer leurs ambitions quant aux prochaines élections législatives. C'est dans cette optique que M. Alain Lekouma, l'un des responsables de RP, a déclaré : "Le challenge sera de taille ; le terrain politique n'est pas chose aisée ; il faut se mettre au travail et surtout en union pour mener à bien les activités de notre nouveau



Photo : Julie Nguimbi

Le président de Réveil républicain, Marc Tchango, au cours d'une sortie à Port-Gentil.

parti." Tout en insistant sur ce qui semble être le slogan de ce nouveau parti : "Faire la politique autrement". En passant au scanner le terrain politique au niveau de Port-Gentil en particulier et de l'Ogooué-Maritime en général, on se rend

compte que le Réveil républicain cherchera davantage à s'enraciner dans le 3e arrondissement de la capitale économique où le siège de député est actuellement occupé par l'ancien membre du gouvernement Gabriel Tchango du Parti

démocratique gabonais (PDG). Ce dernier est le père du président du RP. Déjà d'aucuns voient dans la mutation de la CSIMT en RP, une volonté de Gabriel Tchango de passer la main à son fils. Ces derniers estimant que jamais le père et le fils n'accepteront de s'affronter pour un siège de député. Même si la politique est l'art du possible... Toutefois, que ce soit le père ou le fils, dans le 3e arrondissement de Port-Gentil, il faudra s'attendre à une rude bataille. Surtout si on se réfère aux forces en présence lors des dernières Législatives en 2011. Pour ce scrutin, en effet, trois principaux partis politiques s'affrontaient : le PDG, le PDS et l'UPG, respectivement représentés par Gabriel Tchango, Séra-

phin Ndaot Rembogo et Marcel Owono. Le vote s'était alors soldé par la victoire du "pdgiste" avec 54,95%, contre 43,18% pour le PDS et 1,8% pour l'UPG. Une chose est certaine, la prochaine fois le PDS et l'UPG chercheront à prendre leur vengeance. Surtout que désormais l'UPG est en pleine redynamisation, sans doute requinquée par l'adhésion du leader de la Coalition pour la nouvelle République, Jean Ping... Sur les autres sièges de Port-Gentil aussi, les choses ne seront pas du tout faciles. Le RP devra faire ses preuves pour déstabiliser les partis traditionnels. Et dans ce combat, le seul slogan "faire la politique autrement" ne suffira pas.

Majorité/Situation politique

Les dénonciations de Serge William Akassaga

G.R.M

Libreville/Gabon

LE membre du conseil national du Parti démocratique gabonais (PDG) pour le 3e arrondissement de Libreville, Serge William Akassaga Okinda, par ailleurs ancien maire de cette circonscription administrative, a fait, hier, une sortie médiatique au cours de laquelle il a passé en revue la situation politique nationale.

Il est revenu sur la Présidence d'août 2016 dont

il a dit qu'elle est "désormais derrière nous et à l'issue de laquelle Ali Bongo Ondimba a été déclaré élu par les institutions compétentes". Tout en reconnaissant que cette décision n'a pas plu à certains compatriotes qui, selon lui, se sont laissés déborder par par "une imagination digne des plus grands scénarios de films de guerre", l'ancien maire du troisième arrondissement de Libreville a marqué son étonnement quant à l'exploitation par certains des difficultés quotidiennes que rencontre notre pays et que ces



Photo : L.R.A

Serge William Akassaga appelle l'opposition à la sagesse.

derniers imputent au chef de l'Etat. A l'entendre, toutes ces manœuvres ont pour objectif "la prise du pouvoir à n'importe quel prix". Dans son élan, il a souligné que pour parvenir à leur but, certains opposants ont fait le choix de l'obstination et de la provocation permanente. «Ils ne reculent devant rien et tiennent absolument à maintenir leurs privilèges. Ce n'est pas pour le peuple gabonais qu'ils veulent le pouvoir», a-t-il déclaré. A tout prendre, l'ancien édile du 3e arrondissement

de la capitale gabonaise s'adresse à l'opposition dite "radicale". Laquelle, selon lui, est nostalgique d'un vieux système politique qui ne correspond pas aux réalités du moment. «La politique qu'ils ont pratiquée pendant plus de 40 ans est devenue un frein au développement du Gabon, et même une gangrène pour les populations», a-t-il dénoncé. Non sans appeler cette opposition radicale à revenir sur les valeurs de paix et d'unité qui ont toujours caractérisé notre pays.